

## Schweizerische Statistische Gesellschaft

## Protokoll der Mitgliederversammlung

vom 25. Oktober, 16 Uhr, im Konferenzsaal des Kaufmännischen Direktoriums  
in St. Gallen

Der Präsident, Prof. Dr. Rappard, eröffnet die Versammlung (zirka 50 Personen, wovon etwa 40 Mitglieder) mit einer Begrüssung und erstattet folgenden Jahresbericht:

1. Au début du trop long rapport que j'eus l'honneur de vous présenter le 18 mai 1928 à Zurich lors de notre dernière assemblée générale, je vous annonçai qu'il serait bref. Et je motivai cette brièveté irréalisée par la brièveté réelle de l'exercice écoulé, qui ne comptait que huit mois. Si le compte rendu présidentiel de l'activité de notre Société devait se proportionner à la durée de la période sur laquelle il porte, il risquerait fort cette année d'être interminable. Mais rassurez-vous. Quoique cet exercice ait compté dix-sept mois, je m'engage à ne retenir votre attention à son propos que pendant quelques instants.

Je dois tout d'abord vous prier de bien vouloir pardonner à votre comité de ne pas vous avoir convoqué au mois de mai dernier, comme ç'eût été, je crois, votre désir et comme cela avait été notre ferme intention. Le désistement successif de plusieurs conférenciers auprès de qui nous avons entrepris des démarches dès le mois de novembre dernier, nous a obligés à regret à ajourner notre réunion à la saison présente. Si elle peut avoir lieu en ce jour, c'est grâce au dévouement vraiment inépuisable de notre collègue, le professeur Mangold, ainsi qu'à l'obligeance de nos amis et hôtes saint-gallois. Non content de se charger, à notre requête, de tous les pourparlers avec ces derniers, M. Mangold a accepté de présenter lui-même une des deux communications que vous entendrez au cours de cette session. Au nom du comité et surtout en mon nom personnel, j'ai l'agréable devoir de saisir cette première occasion pour le remercier très chaleureusement.

Mon second devoir est, hélas, des plus douloureux. Depuis notre dernière assemblée, nous avons eu le chagrin de perdre notre dévoué trésorier, M. Marcel Ney, décédé à Sierre le 11 septembre 1928. Vous aurez sans doute tous lu avec émotion le bel article qu'a consacré à sa mémoire le rédacteur de notre revue dans le troisième fascicule de l'an dernier. Il ne m'appartient pas de rappeler ici toutes les étapes de la carrière du disparu. Je dois relever cependant que, chargé à la veille de la guerre de la direction du Bureau fédéral de statistique, Ney accepta deux ans plus tard d'entrer au comité de notre Société. En cette

qualité, comme administrateur fidèle de nos finances, comme collaborateur assidu de notre journal et surtout comme collègue, toujours accueillant dans son bureau de Berne, où nous nous sommes si souvent réunis, et toujours si amicalement conciliant dans ses propos, il a rendu à notre Société de grands services dont elle conservera pieusement le reconnaissant souvenir.

Je vous invite, mes chers collègues, à le marquer en vous levant en l'honneur de sa mémoire.

Notre Société a perdu aussi au cours de l'exercice écoulé le doyen de ses membres honoraires étrangers en la personne de l'éminent statisticien et poète hongrois, M. Julius Vargha, décédé le 2 mai de cette année. Je n'ai pas manqué d'assurer nos collègues de la Société hongroise de statistique de notre cordiale sympathie à l'occasion de leur deuil.

Depuis notre dernière assemblée et jusqu'à ce matin, où nous avons tenu une brève séance, votre comité ne s'est réuni que deux fois. Il s'agissait essentiellement pour lui de prendre position à l'égard des suggestions faites à Zurich et de préparer la présente assemblée.

Nous avons été chargés d'examiner l'opportunité et la possibilité de supprimer les modestes honoraires que notre rédacteur a l'habitude d'allouer aux auteurs de comptes rendus dans le Journal. Sur la proposition de M. Mangold, qui nous a représenté la difficulté qu'il rencontrait souvent à s'assurer les collaborations nécessaires, le comité vous engage à ne rien changer à notre pratique actuelle, conforme du reste à celle de la plupart des revues comparables à la nôtre.

Quant à l'indemnité de fr. 500 qui avait été allouée à notre trésorier et dont la suppression avait également été suggérée lors de notre dernière assemblée générale, votre comité n'a pas non plus cru devoir vous inviter à la supprimer. Après le décès de notre regretté collègue Ney nous n'avons pu assurer la gestion de nos finances que grâce au concours rétribué de M. von Jecklin de l'Administration fédérale et du désintéressement de notre rédacteur qui en a surveillé la gestion. Bien plus. Notre secrétaire, de son côté, nous a informé qu'il lui était impossible de continuer à remplir ses fonctions à titre bénévole. Et de nouveau, c'est au dévouement de M. Mangold que nous avons dû recourir à titre de suppléant bénévole du secrétaire. Dans ces conditions nous ne voyons qu'un moyen de concilier les exigences de la bonne marche de nos affaires administratives avec le désir d'économie qui s'était manifesté lors de notre dernière assemblée et que votre comité est naturellement unanime à partager. C'est de confier aux mêmes mains à la fois les travaux de trésorerie et ceux du secrétariat et de prévoir en faveur de celui de nos collègues qui consentirait à s'en charger une modeste indemnité.

Il va sans dire qu'en cette matière, comme en toutes les autres, l'assemblée générale est souveraine. Votre président doit cependant vous faire remarquer que chacun de nos membres qui refuserait par son vote les crédits demandés pour cela affirmerait par là-même qu'il serait disposé à se charger de ces fastidieux travaux à titre bénévole. Je ne souhaiterais en tout cas pas pour ma part à mon successeur de devoir sans cesse demander au désintéressement de notre rédacteur de

nouveaux services gratuits, que seul son grand attachement à notre Société l'a poussé à nous rendre jusqu'ici.

C'est grâce à M. Mangold aussi que la situation de nos finances s'est légèrement améliorée. Outre l'augmentation de recettes que nous a valu l'augmentation de la cotisation des membres collectifs, sans diminution correspondante de leur nombre — résultat dû aux interventions énergiques de notre rédacteur —, c'est à sa bonne gestion aussi qu'il a été possible de maintenir les frais de notre Journal un peu au-dessous de nos prévisions budgétaires.

La révision de nos statuts, que nous avons mené à chef l'an dernier, n'a produit à ma connaissance qu'un résultat tangible. Vous vous souviendrez qu'un de nos buts en y procédant avait été de renouer d'une façon plus intime les liens qui rattachent notre Société suisse aux groupements cantonaux qui en sont nés. La Zürcher Volkswirtschaftliche Gesellschaft, présidé par notre collègue Korrodi, a fait en faveur de notre journal un don de fr. 200. Elle a sans doute voulu montrer ainsi qu'elle n'était pas insensible à notre désir de rapprochement.

Si je ne craignais l'inélégance excessive du propos, j'ajouterais volontiers à nos très vifs remerciements à l'adresse de nos amis des bords de la Limmat, le vœu que l'exemple de Zurich puisse inspirer d'autres libéralités semblables. Mais un tel vœu, formulé par le président de la Société suisse, paraîtrait sans doute trop intéressé pour être acceptable.

Je me borne donc, en terminant ce rapport dont les conclusions seront soumises toute à l'heure à votre appréciation, à faire un appel général à toutes les bonnes volontés en faveur de notre œuvre commune. Tous nous reconnaissons l'utilité scientifique et nationale de notre Société. Puisse-t-on nous rendre toujours mieux compte qu'une collaboration active à ses travaux est pour ses membres, qui veulent la voir prospérer, un devoir de logique et pour elle une nécessité vitale.

2. Aus dem Berichte wird über die beiden Punkte diskutiert: Entschädigung für Sekretariat und Kasse (beide Chargen sollen vereinigt werden) und Honorare für Buchbesprechungen.

a) Entschädigung für Chargen:

Dr. *Grütter* beharrt auf seinem an der letzten Generalversammlung gestellten Antrage, die Chargen in der Kommission sollen ehrenamtlich geführt werden. Präsident *Rappard* weist auf die Notwendigkeit hin, in der Geschäfts- und Kassenführung gute Ordnung zu haben; diese aber erheischt viel Arbeit, und gratis will sie niemand machen. *Schneebeli* bestätigt dies im einzelnen. Dr. *Grütter*: Eventuell kann man die Arbeit ja verteilen. Dr. *Lorenz*: Die Schweizerische Statistische Gesellschaft habe ideale Zwecke, und so sollte sich doch jemand finden, der die Vereinskasse und das Sekretariat unentgeltlich führt; wenn nicht, so soll sich die Gesellschaft auflösen. Dr. *Henrici*: Auch die mit knappen Finanzen arbeitende Schweizerische Gesellschaft für Kaufmännisches Bildungswesen honoriert ihre Chargen, allerdings in bescheidener Weise.

Prof. *Grossmann* und *Mangold* sprechen für die Entschädigung; *Frick*, St. Gallen, ebenfalls. *Rathgeb* wundert sich, dass man mit solchen Dingen soviel Zeit verliere. Nachdem noch Dr. *Lorenz* gegen und Dir. *Roos*, Aarau, für den Antrag des Vorstandes sich geäußert haben, wird in der Abstimmung der Antrag des Vorstandes beinahe einstimmig angenommen;

- b) der Antrag, die Rezensionen nach wie vor zu honorieren, wird nach einem empfehlenden Votum von Prof. *Mangold* einstimmig angenommen.

3. *Rechnung 1928*. Da der die Rechnung interimswise besorgende Herr von Jecklin (Bern) wegen Unpässlichkeit nicht erscheinen kann, muss dieses Geschäft verschoben werden.

4. *Budgets 1930 und 1931*. Folgende vom Vorstande vorgelegten Budgets werden genehmigt:

|   | Budget<br>1930<br>Fr. | Budget<br>1931<br>Fr. |
|---|-----------------------|-----------------------|
| <i>Einnahmen:</i>   |                       |                       |
| Mitgliederbeiträge und Abonnements . . . . .              | 8.500                 | 8.900                 |
| Beiträge von Kanton usw. . . . .                          | 3.000                 | 3.000                 |
| Verkauf von ältern Jahrgängen etc. . . . .                | 1.000                 | 1.000                 |
| Total   | <u>12.500</u>         | <u>12.900</u>         |
| <i>Ausgaben:</i>  |                       |                       |
| Druck der Zeitschrift . . . . .                           | 12.000                | 12.000                |
| Honorare . . . . .  | 5.500                 | 6.500                 |
| Verwaltungskosten. . . . .                                | 2.000                 | 2.000                 |
| Total   | <u>19.500</u>         | <u>20.500</u>         |
| Defizit . . . . .   | 7.000                 | 7.600                 |
| Gedeckt aus Bundessubvention . . . . .                    | 7.000                 | 7.000                 |
| Defizitrest, gedeckt durch Zinsertrag des Fonds . . . . . | —                     | <u>600</u>            |

5. *Wahlen*. Vom Vorstande werden vorgeschlagen: an Stelle von Dir. Ney †: Dr. Freudiger, Bern, und Prof. Pauli, Bern.

Der Vorstand hält dafür, das im Vorstande nicht vertretene Bern sollte diesmal berücksichtigt werden.

Die Vorschläge werden aus der Mitte der Versammlung ergänzt durch folgende Namen: Dr. Lorenz, Dr. Giovanoli und Dr. Schwarz, alle in Bern. Zunächst wird Präsident Rappard in geheimer Wahl mit 38 Stimmen als Präsident bestätigt. Sodann ist Prof. Dr. *Grossmann* im statutarischen Austritt, kann aber wiedergewählt werden. Er wird mit Akklamation wiedergewählt.

Die Wahl des andern Mitgliedes erheischt Wahlgänge, wobei in den ersten drei Wahlgängen je der Kandidat mit der geringsten Stimmenzahl gestrichen wird.

Als Stimmzähler amten Dr. Grütter und Dr. Lorenz.

|  | Wahlgang |    |                  |                  |
|--|----------|----|------------------|------------------|
|  | I        | II | III              | IV               |
| Dr. Freudiger . . . . .                      | 14       | 18 | 18               | 18               |
| Dr. Schwarz . . . . .                        | 9        | 10 | 11               | 18               |
| Dr. Lorenz . . . . .                         | 8        | 7  | 9                | —                |
| Prof. Pauli . . . . .                        | 6        | 4  | —                | —                |
| Dr. Giovanoli . . . . .                      | 2        | —  | —                | —                |
|  | 39       | 39 | 38               | 36               |
| Zahl der eingegangenen Stimmzettel . . . . . | 39       | 39 | 39 <sup>1)</sup> | 39 <sup>1)</sup> |

Das Los entscheidet zugunsten von Dr. A. Schwarz.

6. *Nächste Jahresversammlung.* Präsident *Rappard* schlägt Genf vor und als Zeit die Monate Mai oder Juni.

Der Vorschlag wird angenommen.

7. *Ehren- und korrespondierende Mitglieder.* Es werden keine Vorschläge gemacht.

8. *Allfälliges.*

a) Präsident *Rappard* gibt Kenntnis von einer *Einladung* der Société d'économie politique de Belgique zu ihrem 65. Bestehen im September 1930. Eine Delegation zu entsenden, verbieten unsere Finanzen, doch könnte ein Mitglied unserer Gesellschaft, das die Konferenz in Brüssel etwa besucht, unsere Gesellschaft vertreten.

Prof. *Milliet* schlägt die Überreichung einer Glückwunschartikel vor. Zustimmung.

b) *Statistische Mitteilungen.* Präsident *Rappard* hält dafür, in der Mitgliederversammlung, der doch hauptsächlich die Statistiker beiwohnen, sollten Fragen aus deren Arbeitsgebiet besprochen werden. An die Fachleute sei eine besondere Aufforderung ergangen, Mitteilungen und Anregungen aus Theorie und Praxis der Statistik zu machen. Prof. *Mangold* habe dieses Vorgehen ebenfalls vorgeschlagen.

Dr. *Jenny*, Basel, führt aus, es sei erstaunlich, dass man knapp ein Jahr vor der Volkszählung von dieser wichtigen Erhebung nichts höre und auch die St. Galler Tagung davon keine Notiz nehme. Dem Vernehmen nach will das Eidgenössische Statistische Amt die Wohnungszählung nicht auf sein Programm nehmen, und doch sollte die Durchführung einer Wohnungszählung in allen Gemeinden mit mindestens 10.000 Einwohnern von Bundes wegen gefordert werden. Die Schweizerische Statistische Gesellschaft sollte sich auch für diese Frage interessieren.

Dr. *J. Lorenz*, Experte des Eidgenössischen Finanzdepartements für Statistik: Eine Wohnungsstatistik ist eine lokale Angelegenheit, wie der Wohnungsmarkt eine lokale Erscheinung ist, so lokal, dass alles, was wir interlokal vergleichen, weit über das Ziel hinausschießt. Das Eidgenössische Statistische Amt

<sup>1)</sup> Ein Stimmzettel unleserlich;

beabsichtigt nicht, die Gemeinden, die von einer Wohnungszählung nichts wissen wollen, zu einer solchen zu verpflichten, sondern es wird dem Bundesrat beantragen, den Kantonen alle Kompetenz zu geben, dass sie in ihrem Gebiet den Gemeinden, soweit sie es für notwendig erachten, die Pflicht auferlegen, eine Wohnungszählung durchzuführen. Darüber hinaus würde die eidgenössische Statistik über ihre staatsrechtlichen Kompetenzen hinausgehen.

Dr. *Jenny* kann sich mit dieser Auffassung nicht befreunden und beharrt auf seinem Standpunkt.

Dr. *Lorenz* weist auf die Befragungsmüdigkeit der Bevölkerung hin. Wenn ein Statistiker mit ihr nicht rechnet, ist er ein schlechter Rechner und Statistiker. Es ist auch ohne Befragung noch viel statistisches Urmaterial vorhanden, das nicht ausgebeutet ist, so z. B. die sogenannte Abfallstatistik in den Geschäftsberichten der öffentlichen Verwaltungen. Man hat die Bevölkerung dieses Jahr genug befragt (Betriebszählung), und zwar, mit Ausnahme der Landwirtschaft, genug befragt für einige Jahre (1930 kommt die Volkszählung, 1931 die Viehzählung). Wir müssen die direkte Befragung der Bevölkerung auf ein Minimum herabsetzen. In die Volkszählungskarte wird eine einzige neue Frage aufgenommen werden: die Frage nach Arbeitsort und Wohnort. Für andere Fragen mag ein statistisches Interesse bestehen, aber dieses berechtigt noch nicht zu einer allgemeinen Befragung. Übrigens haben die Wohnungsenquêtes keine praktischen Ergebnisse gehabt. In Kriegszeiten ist die Notwendigkeit zu Befragungen vorhanden. Für die Wohnungszählung will Dr. *Lorenz* sogar ein einheitliches Formular zur Verfügung stellen, wenn die lokalen Statistiker sich auf eines einigen können und wenn die Gemeinden von der Statistik etwas wissen wollen. Die Bevölkerung muss erzogen werden; diktieren wollen wir nicht. Dieser Standpunkt ist reiflich überlegt und kann nicht verlassen werden. Übrigens hat sich die Eidg. Statistische Kommission hierzu noch auszusprechen.

Dr. *Jenny* begrüsst die angedeutete Erweiterung der Volkszählungskarte, ist aber von der Auskunft über die Wohnungszählung nicht befriedigt.

Dr. *C. Higy*, Bern, befürchtet, dass durch ein Obligatorium bei der Wohnungszählung die Abneigung, die in vielen Gemeinden gegen statistische Erhebungen besteht, verstärkt würde. Im Interesse der Statistik sollte dem Fakultativum der Vorzug gegeben werden.

Prof. *F. Mangold*. Der Statistiker darf vor der zu befragenden Bevölkerung nicht kapitulieren. Wie will man sie zum Antworten erziehen, wenn man sie nicht befragt? Die Betriebszählung war gewiss ein schwieriges Unternehmen und wird noch manche harte Nuss zu knacken geben, aber deshalb darf man auf neue Fragen nicht verzichten. Herr Dr. *Lorenz* ist vielleicht durch mancherlei Erfahrung gerade bei der Betriebszählung skeptisch, zu skeptisch geworden. Schliesslich ist doch unsere Bevölkerung nicht mit der Bevölkerung eines unkultivierten Staates zu vergleichen, und wenn die landwirtschaftliche Bevölkerung neuerdings befragt werden darf, warum nicht die übrige? Die Wohnungsenquêtes der 1890er Jahre sind, beispielsweise in Basel, von praktischem Nutzen gewesen. Einmal haben sie auf viel Wohnungselend aufmerksam gemacht, und wenn eine

Statistik missliche Zustände erhellt, dann ist das doch auch ein praktisches Ergebnis. Man dringt auf Abhilfe, und anhand der auf Grund der genannten Enquêtes angelegten «schwarzen Bücher» hat die Baupolizei doch in vielen Fällen eingreifen können.

Hinsichtlich der Wohnungszählung ist der Standpunkt des Herrn Dr. Lorenz verständlich. Es ist aber dringend zu wünschen, die Anordnungen des Bundes zugunsten der eine Wohnungszählung in ihren Gemeinden durchführenden Kantonen möchten derart sein, dass die Befragten erkennen: wir müssen ausfüllen.

Dr. Lorenz: Der Bund wird den Kantonen an die Hand gehen.

Dr. Weber, Bern. Dr. Lorenz liebt die Extreme (Dr. Lorenz: Ja!), seine Haltung ist nicht verständlich. Mit der Volkszählung sollte auch eine Arbeitslosenzählung verbunden werden. Wir kennen die Bewegung der Zahl der Arbeitslosen, aber nicht den Bestand.

Dr. O. H. Jenny, Basel, möchte sodann behandelt wissen: Vergleichende schweizerische Städtestatistik. Die Schweizerische Statistische Gesellschaft sollte die Einrichtung einer solchen Statistik moralisch und physisch unterstützen, die Einrichtung weiterer statistischer Ämter empfehlen und die Entwicklung der Frage mit Interesse verfolgen. Nach Drucklegung des Genfer Städteverbandsprotokolls mit den Referaten soll sich ja der Vorstand des Städteverbandes weiter mit der Frage beschäftigen.

Mangels Zeit kann sich die Versammlung mit diesem Antrage nicht mehr befassen.

Dr. A. Schwarz, Adjunkt des Eidgenössischen Statistischen Amtes, Bern, will eine private Angelegenheit zu einer öffentlichen im Kreise der Statistiker machen. Er betont die Schwierigkeit, vor die jeder Statistiker gestellt ist, der ein umfangreiches Zahlenmaterial nach einheitlichen Gesichtspunkten gliedern muss. Bei der Bearbeitung der Betriebszählung seien die Mängel der bisherigen Klassifikation wieder einmal deutlich geworden. Die Betriebsarten werden nach drei sich kreuzenden Einteilungsgründen klassifiziert, nach dem Rohstoff, dem Endprodukt und dem Verfahren bei der Bearbeitung. Trotzdem empfiehlt es sich nicht, diese Ordnung, die sich eingebürgert hat, in den Grundtabellen zu ändern, dagegen wäre es zweckmässig, die Betriebsarten in einer Texttafel nach volkswirtschaftlichen Gesichtspunkten zusammenzufassen, etwa nach Gütern zur Befriedigung des Nahrungs-, Kleidungs- und Wohnungsbedürfnisses, ferner nach Gütern, die wiederum zur Herstellung solcher Güter dienen usw. Ein Versuch der Gruppierung nach kapitalintensiven und arbeitsintensiven Industriezweigen sei nach dem Vorgehen von Prof. Weyermann bereits für die Fabrikstatistik von 1923 vorgenommen worden, aber andere Gruppierungen wären durchaus denkbar. Nur könnten sie nicht ohne eine gewisse Willkür stattfinden, und mit dieser gebe man sich in der Statistik bloss dann zufrieden, wenn sie von einer grösseren Zahl von Statistikern und Nationalökonomern sanktioniert worden sei.

Prof. Rappard dankt Herrn Dr. Schwarz für seine Anregungen und würde es begrüßen, wenn es möglich wäre, die Gruppierung nach seinen Gesichtspunkten durchzuführen.

Auch Prof. *E. Grossmann*, Zürich, ist dieser Ansicht, möchte aber, dass die Vergleichbarkeit mit der Betriebszählung von 1905 ermöglicht werde. Dies sei ausserordentlich wichtig.

Prof. *Saitzew*, Zürich, dankt Herrn Dr. Schwarz dafür, dass er auch die wissenschaftlichen Konsumenten der Statistik über die Aufgaben ihrer Produzenten zu Worte kommen lässt. Er schliesst sich zunächst dem Wunsche von Prof. Grossmann hinsichtlich der weitgehenden Vergleichbarkeit der Ergebnisse zeitlich aufeinanderfolgender Erhebungen an und regt sodann an, dass bei der Bearbeitung der Betriebszählung die Verwendung von Motoren in einer Weise verarbeitet werde, die Doppelzählungen aller Art, vor allem Doppelzählungen von Primär- und Sekundärmotoren, ausschliesst. Bei der Erhebung scheint die Fragestellung nicht ganz befriedigend gewesen zu sein; vielleicht lässt sich bei der Verarbeitung noch einiges methodisch verbessern.

Herr Dr. Schwarz gibt zu, dass die Erhebung über die motorischen Kräfte bei der letzten Betriebszählung von 1905 allerdings durchaus unzulänglich gewesen sei, dass aber schon bei der Fabrikstatistik von 1911 durch Fabrikinspektor Wegmann ein Ausweg gefunden wurde, um die Doppelzählungen zu vermeiden. Die Mittel und Wege der statistischen Darstellungen seien immer mehr vervollkommt worden, es bestehe jetzt auch die Möglichkeit, die elektrische Energie, welche im eigenen Betriebe erzeugt wird, zu erfassen, und lediglich die Feststellung der elektrischen Energie für thermische Zwecke bereite in jenen Fabriken noch einige Schwierigkeiten, wo sie nicht von auswärts bezogen, sondern durch die Generatoren erzeugt würde.

Prof. *F. Mangold*, Basel. Die Aufstellung von Berufsverzeichnissen oder Nomenklaturen für Erwerbszweige ist immer eine schwierige Sache gewesen, und die Verschiedenheit der Auffassungen zeigt sich auch in den Verzeichnissen der eidgenössischen Volkszählungen von 1860 bis 1920. Einmal geht's nach dem persönlichen Beruf in einzelnen Zweigen, ein andermal nach dem sogenannten Unternehmerberuf. Ich habe versucht, die Entwicklung der einzelnen Erwerbszweige von 1860 an zu verfolgen, für eine grosse Zahl war mir dies unmöglich. Heute ist es aber doch so, dank Dr. Schwarz Bemühungen, dass die Nomenklatur der Fabrik- und der Berufsstatistik annähernd gleich geworden ist. Dann besteht auch schon da und dort eine Übereinstimmung mit der Nomenklatur der Statistik des Aussenhandels. Das Leben, d. h. die wirtschaftliche Tätigkeit, lässt Erwerbszweige verkümmern und verschwinden, spaltet bestehende und schafft neue; diesem Prozess muss die Nomenklatur folgen. Sie soll möglichst viele Spezialitäten auführen und dann Gleichartiges doch als Summa wieder zusammenfassen. (Beispiel: Uhrenindustrie: Ebauches-, Zifferblatt-, Zeiger-, Schalenfabrikation usw. im Detail, wenn möglich, und dann die Summe: Uhrenindustrie.)

Es wäre sehr verdienstlich, wenn auch einmal, vielleicht in Texttabellen, die grossen Gruppen gebildet werden könnten: Arbeit für die Ernährung (Landwirtschaft inbegriffen), für die Bekleidung, für die Wohnung, für Kulturgüter aller Art, und zwar wäre hier auch der Handel u. a. jeweilen einzubeziehen.



Weiter wäre eine möglichst enge Anlehnung der Nomenklatur an das Schema der Aussenhandelsstatistik zu empfehlen; für unsere Wirtschaftspolitik, namentlich die Zollpolitik, würde recht viel gewonnen. Mit den Kollegen Grossmann und Saitzew ist sehr auf die Notwendigkeit, mit 1905 vergleichen zu können, hinzuweisen.

Der Präsident schliesst um  $18\frac{3}{4}$  Uhr mit dem Dank an die Versammlung und an die Votanten die Sitzung.